

### **Fonds de compensations**

### **agricoles collectives**

### **Modalités de l'appel à manifestation d'intérêt**

**Ouverture du dépôt des candidatures :** Mars 2025

**Clôture du dépôt des candidatures :** Après consommation totale de l’enveloppe

**Retrait du dossier de candidature** : Sur le site internet de Rennes Métropole

**Contact :** [aad@rennesmetropole.fr](mailto:aad@rennesmetropole.fr)

# Contexte :

Rennes Métropole partage l'ambition du "zéro artificialisation nette" (ZAN) de la loi climat et résilience, et sa stratégie "Pour une agriculture et une alimentation durables" affiche l'objectif de maintenir les surfaces agricoles à 55% du territoire. La séquence "éviter – réduire – compenser" s'applique aux terres agricoles, aussi bien dans la planification urbaine que dans les opérations d'aménagement. Dans cet objectif, des études sont en cours dans le cadre de la révision du SCoT et de la modification du PLUi, pour identifier les gisements de renouvellement urbain, densifier les opérations en cours et réduire les surfaces actuellement urbanisables dans ces documents. Rennes Métropole dispose de la compétence pour développer des zones d'activités économiques et certains projets de zones métropolitaines ont déjà été suspendus, abandonnés, ou réduits. Néanmoins, il subsiste quelques zones d'activités structurantes pour les besoins du territoire qui devront faire l'objet de compensations.

Le principe de compensation agricole collective instaurée par la loi d’avenir pour l’agriculture, l’alimentation et la forêt du 13 octobre 2014 vise à réparer les préjudices économiques résultant de la perte de surfaces agricoles, à l'échelle du territoire impacté. En Ille-et-Vilaine, les opérations d'aménagement ou équipements de plus de 5ha sont soumises à l´obligation de réaliser une étude de l´économie agricole du territoire susceptible d’être impacté, qui peut conduire à prendre des mesures de compensation collective pour « maintenir ou rétablir le potentiel de production agricole perdu », comme le précise le décret n°2016-1190 du 31 août 2016.

Diverses études sont réalisées ou vont l'être sur le territoire de Rennes Métropole, et la création d'un fonds métropolitain de compensation agricole collective permet de sélectionner des projets sans être contraint par la proximité et le calendrier de chacune des opérations d'aménagement. Pour cela, il convient d'identifier parallèlement les projets collectifs les plus à même de rétablir le potentiel de production agricole, qui pourront être financés dans le cadre de ces compensations.

Le présent appel à manifestation d'intérêt est donc lancé pour permettre aux porteurs de projet de se faire connaître. Ce document précise les caractéristiques des projets attendus et le profil des porteurs de projet éligibles aux fonds de la compensation financière. Les modalités d’attribution des financements sont également présentées.

# Projets éligibles et localisation

Les projets pouvant bénéficier de la compensation collective agricole doivent :

* Être développés au moins en partie sur le territoire de Rennes Métropole,
* Participer à "maintenir ou rétablir le potentiel économique agricole perdu",
* S’inscrire dans une démarche collective : dans tous les cas, les projets présentés devront bénéficier à plusieurs agriculteurs et / ou exploitations agricoles,
* Concourir à la mise en œuvre de la [stratégie "Pour une agriculture et une alimentation durables"](https://www.calameo.com/rennes-ville-et-metropole/read/005416234b022db53072b?enablejsapi=1&page=1) (PAT) de Rennes Métropole et de son [plan d'action 2023 – 2027](https://www.calameo.com/rennes-ville-et-metropole/read/00541623442010047bfb0).

# Porteurs de projet éligibles

Les porteurs de projets peuvent être publics ou privés (groupements d'agriculteurs ou entreprises de tous statuts, y compris ESS, associations).

Ils peuvent se présenter individuellement ou sous la forme d’un collectif pouvant associer des agriculteurs.

# Modalités de sélection des projets

* 1. **Critères de sélection des projets**

Les critères de sélection des projets concernent :

* Le potentiel de reconstitution de l’économie agricole sur le territoire : création de valeur ajoutée, emplois créés, développement de filières ou de marchés pour les produits agricoles locaux...,
* Toutes les filières peuvent être concernées,
* La dimension collective des projets : les projets doivent bénéficier à minima à plusieurs exploitations, ou à des collectifs agricoles (CUMA, GIEE, filières locales...),
* Pertinence au regard du contexte agricole local, faisabilité, viabilité économique, sociale et environnementale,
* Facilité de mise en œuvre et de suivi.

Les projets bénéficiant des fonds de la compensation collective agricole doivent par ailleurs être en cohérence avec les priorités du plan d'action de Rennes Métropole [2023 – 2027 - Agir sur toute la chaine alimentaire](https://www.calameo.com/rennes-ville-et-metropole/read/00541623442010047bfb0) et notamment celles qui concernent le maillon agricole, définies en partenariat avec les organisations agricoles :

1. Préserver les terres agricoles

2. Faciliter les transmissions

3. Mettre en œuvre un Plan Bio pour le maintien et l'installation

4. Réduire les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter au changement climatique

5. Sortir de l'usage des pesticides de synthèse en faisant évoluer les pratiques agricoles

6. Maintenir et développer le pâturage

7. Favoriser l'accès au logement à proximité des exploitations

8. Aider les agriculteurs et les agricultrices fragilisés

Une attention particulière sera portée au lien entre les projets présentés et les objectifs de plan d'actions.

* 1. **Exemple de projets éligibles**

À titre d’exemple et de manière non exclusive, les projets suivants pourraient être financés :

## *Gérer le foncier et faciliter les transmissions d'exploitations :*

Restructuration parcellaire des exploitations, facilitation des échanges parcellaires entre agriculteurs, actions d'accompagnement des transmissions d'exploitations (complémentaires aux dispositifs existants) ...

Développer des filières locales durables

Structuration de filières locales bio ou durables (Terres de Sources...),

Développement d’outils collectifs de transformation de produits agricoles, de stockage, de logistique, ou de mise en marché,

Implantation de points collectifs de vente directe : magasins de producteurs, drive, marchés...,

Développement de l'approvisionnement local et durable de la restauration collective,

Développement et promotion de filières locales emblématiques et durables, soutien à la constitution d'organisations de producteurs, à la labellisation...

## Réduire les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter au changement climatique

Déploiement de dispositifs collectifs visant la baisse des consommations d'eau ou d'énergie et des émissions de GES dans les exploitations agricoles ou dans les filières,

Promotion des cultures sobres en eau et de techniques agronomiques qui favorisent l'infiltration de l'eau, la matière organique et le stockage de carbone dans les sols, accompagnement des groupes d'agriculteurs pour mobiliser les financements de la transition climatique de l'agriculture : MAEC, PSE, crédits carbone...,

Équipements permettant une gestion durable du bois sur les exploitations agricoles, développement de plans de gestion et de filières labellisées du bois (énergie et matériau) issu du bocage et de l'agroforesterie (broyeurs, plateformes, scieries mobiles) ...

## Faire évoluer les pratiques agricoles et réduire l'usage des pesticides de synthèse

Déploiement de diagnostics agricoles encourageant les changements de pratiques

Accompagnement de la transition vers des pratiques agroécologiques et notamment la promotion des techniques permettant de réduire l'usage des pesticides de synthèse : allongement des rotations, désherbage mécanique, variétés cultivées, couverts multiservices, améliorer l'usage du pulvérisateur…

Soutien aux investissements collectifs permettant de développer le pâturage ou de se passer de pesticides de synthèse...

**4.3 Gouvernance et déroulement de la sélection**

La sélection des projets sera organisée par Rennes Métropole en associant divers partenaires, notamment la Chambre d’agriculture et l’État. Les montants d’aide seront affectés en fonction des critères mentionnés ci-dessous.

Les projets sélectionnés seront ensuite soumis à la Commission Départementale de Protection des Espaces Agricoles, Naturels et Forestiers (CDPENAF), pour avis et validation.

* 1. **Suivi et évaluation des projets sélectionnés**

Le porteur de projet retenu s'engage à réaliser le projet pour lequel il demande une aide du fonds de compensations agricoles collectives dans le délai indiqué dans son dossier de candidature.

Un suivi technique sera effectué par le comité technique constitué de représentants de Rennes Métropole, de la Chambre d'agriculture et de l’État, pour s’assurer de la bonne mise en œuvre des projets et réaliser un bilan, à raison d’une fois par an minimum, et selon les besoins.

# Modalités de financements

Le versement de la subvention est effectué en deux temps, avec la répartition suivante :

* 80% à la signature de la convention
* 20% à la remise du bilan et des comptes financiers de l'action soutenue

Le bilan de l'action comprend un récapitulatif des dépenses engagées et créations d'emploi avec copie des justificatifs, un descriptif des actions mises en œuvre et résultats obtenus.

Le montant maximum de l’aide est fixé à 50 000 €. Il pourra être décidé de dépasser à ce plafond si l'ampleur ou l'intérêt particulier du projet le justifie. Des aides publiques complémentaires peuvent être mobilisées pour le financement des projets. Les porteurs de projets s’engagent à indiquer avec précision dans leur dossier tous les autres financements sollicités. Des contrôles croisés seront réalisés par les services instructeurs.

De plus, selon les actions mises en place à la fin de la convention, le montant attribué pourra être proratisé.

Par ailleurs, les porteurs de projets bénéficiant de la compensation s’engagent à mentionner de manière lisible le financeur dans tous les documents produits dans le cadre de la mise en œuvre du projet (publication, communication, etc.), pendant une durée minimale de 3 ans après l’attribution de l‘aide.

**Taux de financement :**

Le montant de de l'aide correspondant aux régimes d’aides d’État cités en annexe. Il est de l’ordre de 40 % du montant des coûts admissibles pouvant être majoré jusqu’à 60 % dans certains cas:

* Jeunes agriculteurs ou agriculteurs qui se sont installés au cours des cinq années précédant la date de la demande d’aide,
* Investissements destinés à améliorer le niveau de protection de l'environnement, les conditions d'hygiène ou les normes du bien-être animal,
* Investissements visant à améliorer le caractère durable de l’exploitation agricole, qui sont liés à des engagements agroenvironnementaux et climatiques et à l’agriculture biologique.

# Modalités de candidature et de sélection

**Ouverture de l’appel à manifestation d'intérêt** : mars 2025

Dépôt des candidatures et examen au fil de l’eau.

**Clôture du dépôt des candidatures** : Après consommation totale de l’enveloppe.

**Phase d’instruction des dossiers** : Un accusé de réception du dossier sera envoyé par mail. Une pré-instruction sera effectuée par Rennes Métropole en associant la Chambre d’Agriculture et l’État. Rennes Métropole pourra demander au porteur de projet tout document qu’il juge nécessaire à l’examen de son dossier.

L’attribution de l’aide sera *in fine* soumise à l’avis de la Commission départementale de protection des espaces agricoles, naturels et forestiers (CDPENAF).

**Annonces des résultats** : par mail auprès des porteurs de projet, dans un délai maximum de 3 mois après dépôt du dossier. Dans le cas d’un avis favorable, le porteur de projet recevra un courrier officiel de Rennes Métropole confirmant l’attribution de l’aide financière. Une convention sera établie entre Rennes Métropole et les porteurs de projets retenus, qui précisera les modalités de versement du financement et les modalités de suivi du projet. Rennes Métropole pourra demander au porteur de projet tout document qu’il juge nécessaire à l’examen de son dossier. Les sommes indûment perçues devront être remboursées.

**Composition du dossier de candidature** :

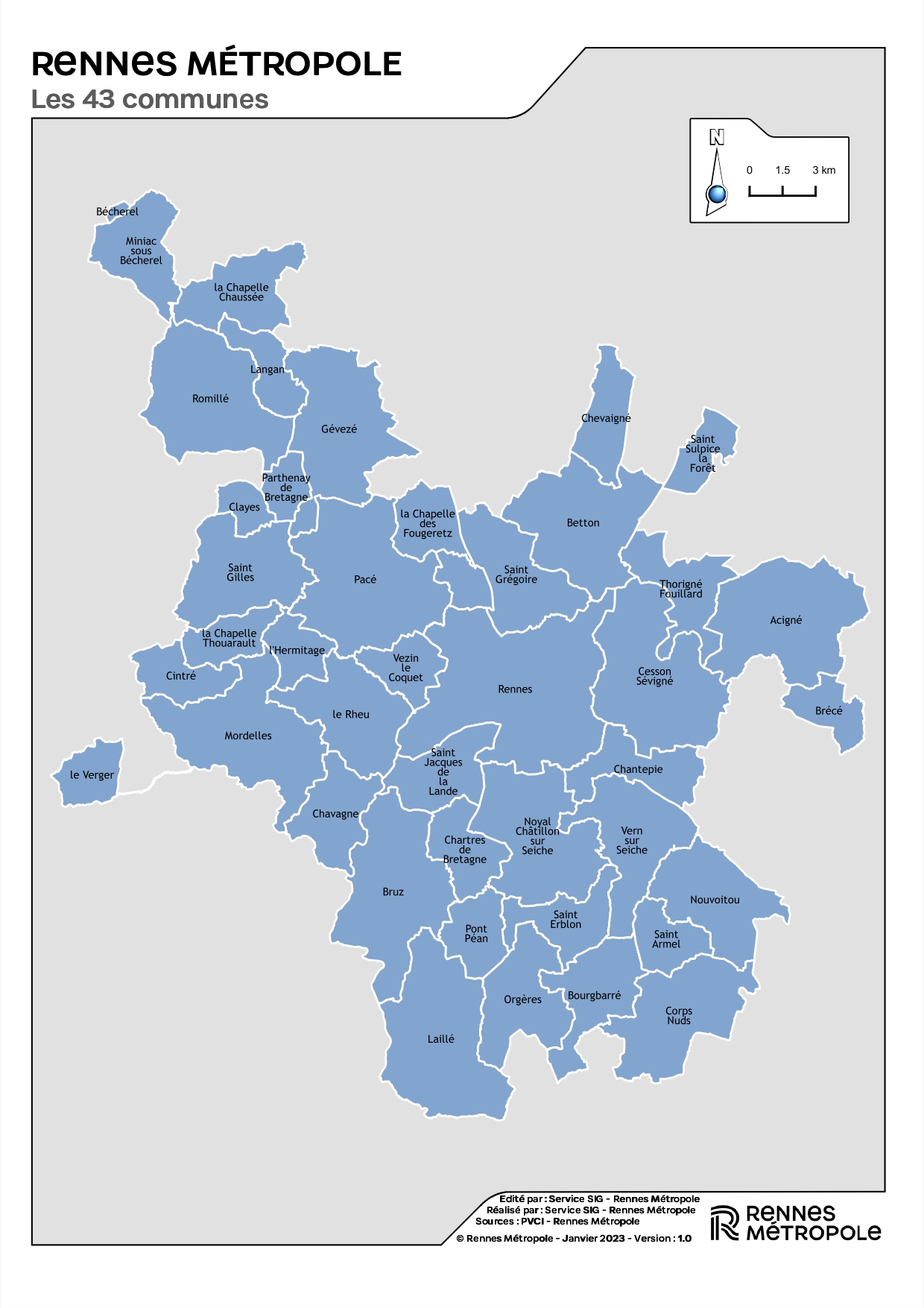
Chaque porteur de projet dépose un dossier technique comportant :

* Le dossier de candidature de réponse à l'AMI (disponible sur le site de Rennes Métropole) comprenant notamment une présentation du projet, un calendrier prévisionnel, un plan de financement, les autres aides sollicitées etc.
* Les pièces jointes nécessaires (liste des pièces en annexe, en dernière page du dossier de candidature) comprenant notamment un extrait Kbis, un certificat d'immatriculation avec n° SIRET, etc.

L’ensemble du dossier ainsi que les pièces justificatives sont à retourner à : [aad@rennesmetropole.fr](mailto:aad@rennesmetropole.fr)

*Les documents transmis dans le cadre de cet appel à manifestation d'intérêt sont soumis à la plus stricte confidentialité et ne sont communiqués que dans le cadre de l’expertise. L’ensemble des personnes ayant accès aux dossiers de candidature est tenu à la plus stricte confidentialité.*

# *Annexe : Territoire de Rennes Métropole*

******

## 